



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Unité départementale
de l'architecture et du patrimoine
de la Gironde**

Affaire suivie par :
Cécile GAYDON
05 56 00 87 10
udap.gironde@culture.gouv.fr

L'architecte des Bâtiments de France
à
Monsieur le Maire
1 route de la Mairie
33750 BEYCHAC-ET-CAILLAU

Bordeaux, le 30 juin 2023

Monsieur le Maire,

La loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), promulguée le 8 juillet 2016, a modifié la définition et la gestion des abords de monument historique. La loi prévoit aujourd'hui la création de périmètre délimité des abords (PDA), au titre de l'article L621-30-II du Code du patrimoine.

Dans ce périmètre, l'autorisation peut être refusée ou assortie de prescriptions lorsque les travaux sont susceptibles de porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du monument historique ou des abords (Art L621-32).

L'avis conforme de l'architecte des Bâtiments de France n'est donc plus régi par le principe de co-visibilité mais s'applique sur la totalité des travaux dans ce périmètre.

Conformément à l'article L621-31 du Code du patrimoine « *Le périmètre délimité des abords prévu au premier alinéa du II de l'article L621-30 est créé par décision de l'autorité administrative, sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France ou de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, après enquête publique, consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du monument historique et, le cas échéant, de la ou des communes concernées. Lorsque la proposition émane de l'architecte des Bâtiments de France, elle est soumise à l'accord de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale. Lorsque la proposition émane de ladite autorité, elle est soumise à l'accord de l'architecte des Bâtiments de France. [...]*

Lorsque le projet de périmètre délimité des abords est instruit concomitamment à l'élaboration, à la révision ou à la modification du plan local d'urbanisme, du document d'urbanisme en tenant lieu ou de la carte communale, l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale diligente une enquête publique unique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords. »

Sur votre commune, il n'y a pas d'édifice protégé au titre des monuments historiques. Toutefois, votre territoire est impacté par deux servitudes d'utilité publique AC1 dont une liée à l'église de Cameyrac située à SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC.

Cette servitude AC1 (périmètre de 500 m autour du monument) aujourd'hui applicable peut donc être modifiée en Périmètre Délimité des Abords.

Dans le cadre de la révision du PLU de la commune de SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC, un projet de périmètre délimité des abords a été défini. Celui-ci a fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 14 septembre 2020. L'enquête publique unique ayant concernée que cette commune, la procédure d'élaboration du PDA n'a pas pu être menée à termes sur votre territoire, laissant perdurer une partie de la servitude AC1 sur votre commune (cf. annexe 1).

Aussi, votre commune ayant décidé de prescrire, par délibération du 13 octobre 2020, la révision n°2 du PLU, il peut désormais être envisagé d'éteindre cette servitude sur le territoire communal.

Par conséquent, je vous remercie de bien vouloir me communiquer votre avis sur cette proposition (cf. annexe 2), avant transmission du « porter à connaissance » du préfet conformément à l'article R132-2 du Code de l'urbanisme.

Le conseil municipal délibérera ensuite pour avis sur cette proposition de périmètre avant d'engager une enquête publique unique avec le projet de PLU.

Après réception de l'arrêté préfectoral correspondant, le nouveau tracé sera annexé au PLU, conformément à l'article L151-43 du Code de l'urbanisme.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération la plus distinguée.

L'architecte des Bâtiments de France

Mathilde HARMAND

